

[Accueil](#)[Salariés en lutte](#)[Actualités](#)[Bonnes nouvelles](#)[Vidéos](#)[Photos](#)[Tracts & affichages](#)[Nos rendez-vous](#)[Contact & Liens](#)[Forum & Tchat](#)

FORD se désengage en Aquitaine, 2174 emplois en danger + 10000 emplois induits !

RÉUSSIR LE 1ER MAI POUR NE PAS PAYER LA CRISE

La journée du 1er mai aura cette année un côté exceptionnel car toutes les organisations syndicales appellent à la même manifestation, à la même heure. C'est la première fois ! Jamais, elles n'avaient réussi à s'entendre pour défiler ensemble. Il a fallu que la crise actuelle fasse des ravages avec les annonces de fermetures d'usines, la multiplication des plans de licenciements, la montée rapide du chômage (+ 230 000 officiels depuis le début de l'année, + 22,1 % sur les 12 derniers mois) pour que nationalement les syndicats décident de faire une action commune.

Cette journée de manifestation est la suite logique (bien que tardive) des grosses mobilisations des 29 janvier et 19 mars. Il s'agit de dire qu'il n'est pas question que les salariés payent les effets de la crise, pour dire non aux licenciements, non aux fermetures d'usines, non aux salaires bloqués. Pendant des années, les patrons et les actionnaires ont engrangé des bénéfices (beaucoup en font encore) alors ils ont largement les moyens d'assurer le maintien de tous les emplois.

Des centaines de milliards ont été distribués aux banques pour venir à leur rescousse, que ce soit en Europe ou en Amérique. Ces milliards étaient censés éviter la catastrophe financière. C'est chose faite et maintenant, le patronat s'en prend à l'ensemble des salariés. Mais il y a comme un effet d'aubaine. La crise sert aujourd'hui de prétexte pour licencier. Tous les secteurs sont touchés : l'automobile pour beaucoup mais aussi le commerce, le bâtiment et puis tout ce qui gravite autour.

Dans les médias, on entend parler des grosses entreprises qui licencient mais beaucoup moins ou pas du tout des entreprises sous-traitantes, des PME/PMI. Quand on regarde de plus près, il y a des licenciements un peu partout ou bien des mesures de chômage partiel qui se traduisent par des pertes financières souvent importantes.

La colère des salariés est complètement légitime

La situation actuelle est inacceptable et devient dramatique pour une grande partie de la population. En plus de perdre son emploi ou une partie de son salaire, la difficulté est aussi psychologique avec le stress et les inquiétudes du lendemain. Le contexte social se tend car la vie devient de

inquiétudes du lendemain. Le contexte social se tend car la vie devient de plus en plus dure. On veut nous faire croire à la fatalité et comme quoi, il n'y a rien d'autre à espérer que d'attendre patiemment la fin de la crise ... prévue pour fin 2010 si l'on en croit les économistes. Mais on nous baratine pour mieux nous faire baisser la tête !

Il n'est pas possible de laisser s'aggraver la situation. Il n'est pas possible d'accepter que ce soit les salariés qui trinquent. Cela fait des années que nous entendons le même discours. D'après les patrons, il faut licencier pour pérenniser les usines et pour sauver les emplois de demain. En clair il faut se serrer la ceinture, baisser la tête et espérer de jours meilleurs. Le problème est que ces jours meilleurs ne viennent jamais ... pour nous les salariés !

Car pour les patrons, dans la plupart des cas, les profits sont au rendez-vous. Quand ce ne sont pas les profits, ce sont les bonus de « bienvenue » ou de départ, les stock options, les primes de retraite qui se chiffrent par centaines de milliers ou par millions d'euros pour les dirigeants. Même dans les banques qui ont reçu des milliards d'aides, ce genre de cadeaux continue à être distribuer. C'est révoltant.

Mais nous ne sommes pas tous révoltés par les mêmes choses. Car pour le patronat (et pour le gouvernement bien sûr) ce qui les choque aujourd'hui ce sont les actions des salariés en colère comme ceux de Mollex (Villemur) ou ceux de Continental (Clairoix) ou encore Caterpillar (Grenoble). Les licenciements sont acceptables car inévitables pour eux. Mais que les ouvriers se battent pour essayer de sauver leur emploi, ça serait complètement anormal ? Alors quand ils osent retenir dans des bureaux quelques dirigeants, cela serait scandaleux voir « anti-républicain » ? Non, ils ont raison d'être déterminés pour défendre leur boulot.

Une mobilisation générale est nécessaire

La colère des salariés, y compris leurs actions sont complètement légitimes. Surtout qu'il n'y a eu aucune violence contrairement à ce que disent les dirigeants apeurés. La vraie violence vient du fonctionnement économique qui fait payer les aberrations du capitalisme, non pas aux dirigeants de l'économie qui sont les seuls responsables mais à tous ceux qui travaillent et produisent les richesses, c'est-à-dire à nous les salariés.

Il y a une bataille à mener contre les licenciements, contre la politique des patrons car c'est toute la société qui s'enfoncé dans la crise à cause de leurs choix qui correspondent à la défense de leurs profits et de leurs coffres forts. Il faut montrer au patronat qu'il ne pourra plus pressurer l'ouvrier comme il le fait depuis longtemps. C'est à nous de montrer qu'il y a une limite.

Pour cela, nous avons besoin d'un rapport de force favorable. Nous ne l'obtiendrons que si nous sommes capables de nous mobiliser tous ensemble. Il faut absolument que les luttes actuelles se coordonnent de manière à aller vers une mobilisation générale, vers un tous ensemble qui rendrait possible d'imposer un changement de politique. Si les patrons craignent la colère des ouvriers, c'est parce qu'ils ont peur d'une généralisation de la contestation, parce qu'ils savent bien que partout la colère peu éclater n'importe quand, parce qu'il savent surtout que c'est leur politique qui provoque la révolte. Pour que ça change, pour que les reculs sociaux soient stoppés, il nous faut une mobilisation générale.

Le 1er mai : une histoire des luttes ouvrières et des acquis sociaux

Le progrès social n'est jamais venu de la bienveillance des patrons. Il a toujours été le résultat de luttes dures et qui ont coûté cher aux ouvriers. L'histoire du premier mai est significative. En 1886, les ouvriers américains étaient en lutte pour limiter la journée de travail de manière à profiter un peu de la vie. A l'époque, c'était des journées de 10, 12 voire 14 heures de boulot par jour. Le 1er mai, il y a eu des manifestations un peu partout pour les 8 heures. A Chicago, l'armée tire sur les ouvriers et 3 sont tués. Quelques jours après, une autre fusillade fait 15 morts. 3 syndicalistes anarchistes sont arrêtés et condamnés à la perpétuité, 5 autres seront condamnés à mort et pendus.

C'est en souvenir et en hommage aux ouvriers américains assassinés qu'à la fin des années 1890, une journée de lutte mondiale pour les 8 heures sera fixée le 1er mai. En 1890, à Fourmies (dans le nord) l'armée tire sur les manifestants et tue 10 ouvriers et ouvrières. Dès lors, chaque année, le

les manifestants et tue 10 ouvriers et ouvrières. Dès lors, chaque année, le premier mai sera marqué par des manifestation. C'est en 1919, en France, que la journée de 8 heures sera légalisée. Aujourd'hui, partout dans le monde, le 1er mai est resté une journée de manifestation et de luttes qui sont encore parfois réprimées. Cette journée symbolise aussi la solidarité internationale des travailleurs.

C'est un rappel historique très bref mais c'est pour dire qu'il a fallu des batailles contre les patrons et les gouvernements pour obtenir des choses qui apparaissent aujourd'hui normales. Ce fut le cas, des jours de repos hebdomadaires, des congés payés ... Les patrons se sont toujours opposés au progrès social, disant à chaque fois que cela provoquerait la ruine de l'économie.

Pour nos emplois, pour nos salaires, ce qui n'est pas possible aujourd'hui peut le devenir demain.

MANIFESTATION VENDREDI 1ER MAI 2009

***Contre les licenciements, pour la défense du pouvoir d'achat,
pour la défense des services publics***

à l'appel de toutes les organisations syndicales

**Rassemblement à partir de 9 h 30, place de la république à Bordeaux
pour un départ en manifestation à 10 h 30**

**Nous donnons rendez-vous derrière la banderole « sauvons les emplois »
(au niveau de l'entrée du palais de justice)**

La CGT le mercredi 29 avril

2009

COMPTE-RENDU RÉUNION CE DU LUNDI 27 AVRIL

a

1- Changement au sein du CE

Du fait de la reprise, la direction refuse que les élus CE sous contrat FAI travaillant à GFT puissent finir leurs mandats jusqu'en mars 2010. Cela concerne le secrétaire du CE (Francis Wilsius) et le secrétaire adjoint (Antoine Martos), rien que ça ! Nous avons demandé à la direction qu'elle revienne sur sa position dans l'intérêt d'un bon fonctionnement du CE pour les mois qui viennent.

Nous avons été les seuls à défendre cette idée, les autres syndicats n'ayant rien dit hormis Francis Wilsius. Du coup, ils doivent signer à GFT et donc pour les remplacer il faudra des élections prévues le 4 mai pour désigner un nouveau secrétaire. Cette élection se fera lors de la réunion CE, ne voteront que les élus titulaires du CE : 3 élus CFTC, 3 élus CGT, 1 élu CFDT ex-mandat CGT, 2 élus CGC + le président (le DRH) qui peut voter.

2 - Marche de l'entreprise

La direction nous a enfin donné des nouvelles sur le processus de reprise. Officiellement, l'acte de vente sera signé le 30 avril. Nous avons appris autrement que par la direction, que Ford a créé une filiale nommée Fifo (statuts qui datent de décembre 2008), filiale qui est transitoire puisqu'elle est vendue à HZ. Mais pour avoir des informations et des explications sur ce qui se passe précisément, c'est presque impossible. La direction a toujours autant de mal à être transparente.

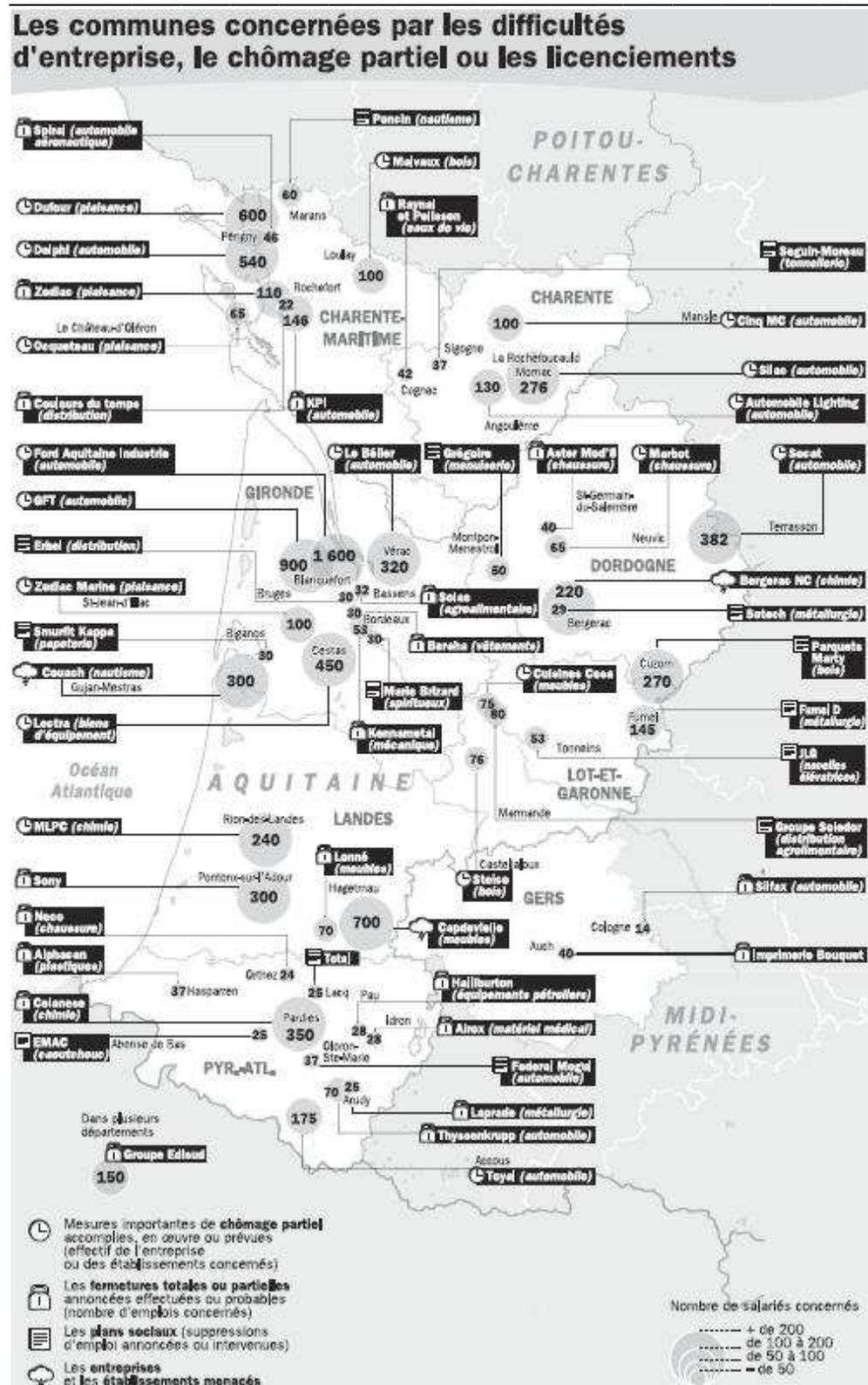
Courant mai, les négociations concernant les accords collectifs devraient commencer. Il faut savoir que la direction (l'ancienne ou la nouvelle c'est pareil) dénonce les accords de suite dans le prétendu but de rassurer les salariés sur ses intentions. La direction dit qu'elle ne s'attaquera pas à nos acquis. On verra ça au moment venu.

Les nouvelles machines ne devraient pas arriver avant septembre de cette année. Leur installation (s'il y en a) se ferait pendant les TV de Noël.

La direction va nous envoyer un courrier pour nous révéler le futur logo de l'entreprise. Au moins une chose qu'on saura avant le journal Sud-Ouest.

D'après la direction, même si la situation de Ford est toujours aussi préoccupante, les ventes se stabilisent. Donc la production reste identique aux prévisions. Pas de fermeture

ventes se stabilisent. Donc la production reste identique aux prévisions. Pas de fermeture annoncée jusqu'aux 17 juillet (début des vacances) contrairement à ce qu'avait laissé entendre la direction depuis quelques semaines. Elle rappelle aussi qu'il n'y a pas de plan de suppression d'emplois prévu pour cette année. Cela ferait mauvais effet pour la reprise. La direction affirme qu'il devrait y avoir un assouplissement au niveau de la prise des RTT. Cela ne fera pas de mal. Il serait toujours prévu de passer en une équipe (1 x 8) pour le mois de septembre mais pas avant. Cela reste à confirmer. Que deviendrait alors le personnel en trop ? Pas de réponse de la direction.



***** Téléchargez ce fichier en PDF *****

Rassemblement unitaire du mardi 21 avril 2009

Nous nous sommes rendus au rassemblement unitaire du mardi 21 avril. Ce rassemblement était instauré à l'initiative d'un certain nombre d'unions départementales de différents syndicats présents à Ford (voir article ci-dessous). Pourtant, seul le syndicat CGT de Ford était représenté. Absence totale des autres organisations syndicales de FAI comme de GFT.

Pourtant, il est indispensable de rester mobilisés et les syndicats unis. L'incertitude, le pouvoir d'achat, ce n'est pas les raisons qui manquent pour se battre. Sans bagarre, nous continuerons à voir dans les actualités des entreprises fermer ou des salariés comme nous touchés par le chômage partiel et la perte de salaire que cela engendre.

Tout ça est inacceptable ! Pendant que nous sommes témoins de la crise sociale avec tous ces salariés jetés à la rue, on constate aussi le train de vie des grands patrons qui sont responsables de cet état de fait. C'est écoeurant!

Mais c'est aussi inutile de râler devant sa télé sans se déplacer lors des mouvements sociaux. **Il faudra donc être encore plus nombreux le 1er mai que lors des manifestations des 29 janvier et 19 mars.**

Battons nous pour notre avenir !





Rassemblement unitaire mardi 21 avril 2009 Devant la poste Meriadeck de 12h à 14h

Pendant la semaine de fermeture de l'usine, l'actualité sociale n'a cessé de montrer des salariés en lutte à la fois pour la défense des salaires et celle des emplois.

La crise continue de faire des ravages : annonces de suppressions d'emplois dans les services publics, annonces de licenciements et de chômage partiel dans le privé.

Face à ces attaques contre les salariés, les luttes se multiplient. Mobilisation à Caterpillar (Isère) ou à FM Logistique (Lorraine) contre les licenciements, grève à l'usine de Toyota (Nord) pour le paiement du chômage partiel, manifestation à Dax pour l'emploi avec les salariés de Sony (Pontonx), luttes dans les hôpitaux, à la Poste ...

La colère éclate dans plusieurs entreprises et s'exprime parfois par des actions d'éclats comme des séquestrations de dirigeants. Gouvernement et patrons se plaignent d'une nouvelle forme de violence sociale. Mais de quelle violence parlent-ils ?

Les vagues de licenciements par centaines, les mises en chômage partiel de plusieurs milliers de salariés avec les pertes financières importantes, la montée du chômage (+ 170 000 depuis le début de l'année, chiffres officiels), tout cela va entraîner une aggravation considérable de la pauvreté.

La violence est bien là. C'est celle d'un système capitaliste en crise qui jette les salariés à la rue alors que de leur côté, les patrons des grosses entreprises déclarent des bénéfices et encaissent bien souvent des rémunérations énormes.

Les manifestations des 29 janvier et 19 mars montrent que le mécontentement de la population est important. Mais pour espérer changer la donne, la succession de journées d'actions ne sera pas suffisante. La seule perspective viable est bien d'aller vers un mouvement d'ensemble de tous les salariés pour la défense de nos intérêts vitaux.

Les luttes dans telle ou telle entreprise ne doivent pas rester isolées car c'est la meilleure façon de perdre chacun dans son coin. Il est urgent de nous mobiliser tous ensemble comme les Antillais ont pu le faire en début d'année.

Nous n'avons d'autre choix que d'imposer aux patrons et au gouvernement une politique qui fasse payer la crise aux responsables et dirigeants et non pas aux salariés.

Les appels communs de tous les syndicats pour la mobilisation sont rares alors il est important de s'y joindre pour montrer que nous sommes convaincus que c'est collectivement que nous pourrons défendre nos intérêts.

La déclaration unitaire :



Les organisations syndicales de la Gironde ont constaté que la manifestation du 19 mars a été de plus grande ampleur que celle du 29 janvier : 100 000 manifestants à Bordeaux et une plus forte mobilisation des salariés du privé !

Le sommet social obtenu après le 29 janvier n'a répondu que très partiellement à nos exigences.

Après le 19 mars, les mesurette d'encadrement des revenus des dirigeants des entreprises aidées par l'Etat n'améliorent en rien la situation des salariés et de la population. Elles ne sont que le minimum pour étouffer ce scandale.

Face à ces résultats, la mobilisation doit s'inscrire dans la durée et s'amplifier.

Le constat sur l'emploi est alarmant :

- * **3 000 demandeurs d'emploi supplémentaires par jour en France ;**
- * **des entreprises qui ferment ;**
- * **des salariés sacrifiés sur l'autel de la finance ;**
- * **le recours explosif au chômage partiel...**

Dans le secteur public, les moyens actuels ne permettent pas de répondre aux besoins de l'usager et accentuent les mauvaises conditions de travail que ce soit dans la Santé, l'Education Nationale, la recherche, les Télécommunications, les Transports, etc.

Pour la Révision des Politiques Publiques, RGPP, nous demandons la mise en œuvre des réformes porteuses de progrès social, incompatibles avec les suppressions de postes envisagées.

Face à cette situation, les salariés résistent et refusent de payer les dégâts de la crise.

Les UD de la Gironde appellent leurs Syndicats à réunir les salariés sur les lieux de travail pour amplifier et renforcer la mobilisation dans l'unité, à créer toutes les conditions pour rencontrer, dans l'unité, les salariés afin d'élaborer les cahiers revendicatifs à partir de la plateforme revendicative unitaire du 5 janvier.

Toutes les formes de lutte sur les lieux de travail sont à mettre en place : déploiement de banderole, initiatives flash et médiatiques, interpellation des directions avec dépôt de cahiers revendicatifs unitaires, etc.

Les Unions Départementales CFTC, CFDT, CGT, CFE-CGC, FO, FSU, UNSA, Solidaires appellent les salariés à se mobiliser le :

MARDI 21 AVRIL 2009

De 12H00 à 14H00

Devant la Poste de Meriadeck

pour un meeting avec dépôt des cahiers revendicatifs d'entreprises, de pétitions et distribution de tracts pour préparer la manifestation du 1er mai qui doit être exceptionnelle si nous voulons être entendus et respectés !

Dernière réunion NAO

Proposition de la direction : - 4,16 %

NAO dernière réunion :

Pour cette dernière réunion de négociations, nous avons appelé à un débrayage. Nous nous sommes retrouvés à 70 salariés sur le parking du CE. La Gendarmerie s'était déplacée sans doute à l'appel de la direction et influencée par les médias qui prétendent que ce sont les salariés qui créent l'insécurité lors de ce genre de « négociations » alors que nous le savons tous, les violences et le désordre sont le fruit l'insécurité sociale.

La « négociation »

Comme à son habitude, la direction nous a ressorti son sempiternel discours sur la crise et les difficultés du groupe Ford, la baisse d'activité etc... Le tout pour nous faire accepter le peu qu'elle avait prévue de nous donner au départ. Bien sûr, il y a eu trois réunions avec après chacune d'entre elles un petit plus qui pourrait faire croire aux salariés que de vraies négociations ont eu lieu dans la salle de réunion du CE. Mais nul n'est dupe et évidemment, sans rapport de force et mobilisation des salariés, le dessein de ces négociations était prévisible.

Augmentations générales : + 2 %

Promotions : 0,4 %

Mérites : 0,4 %

Chômage partiel :

Nous revendiquons le chômage partiel payé à 100 %. Au lieu de ça, la direction s'en tiendra à « appliquer la loi » d'après ces propres dires. Évidemment, cette loi a été créée pour venir en aide au patronat et à lui seul. Elle n'a été conçue que pour ça puisque le gouvernement reprenant les discours du MEDEF affirme qu'il est préférable pour les salariés d'être au chômage partiel que d'être au chômage tout court. Bien sûr, ces gens là n'imaginent pas ce que c'est de vivre avec nos salaires du haut de leurs fonctions et de leur pouvoir d'achat.

Bilan de l'opération, FAI fera l'économie de 20 % de nos salaires lorsqu'elle nous mettra au chômage partiel à l'avenir. Quand à nous, nous perdrons toujours au moins 30 % de nos revenus ! Inadmissible mais comment changer cette état de fait à 70 salariés...

A propos, nous ne savons toujours pas ce qui nous attend réellement en ce qui concerne d'éventuelles semaines de fermeture. La direction nous a parlé d'une probable semaine en plus cet été et d'une autre semaine d'ici là, peut-être en mai. Mais, elle nous a promis, et on connaît la valeur de ses promesses, tenir comme ça jusqu'à l'été. Nous la citons :

« On a un bateau solide, on devrait arriver à bon port ».

Merci, mais en attendant, ce bateau est une galère et c'est nous qui ramons !

Jour de solidarité :

Nous revendiquons le jours de solidarité payé par le patron. Une folie pour la direction dans la prétendue situation dans laquelle se trouve Ford. Pourtant, notre situation de salariés n'est pas plus enviable et c'est encore nous qui devons mettre la main à la poche. FO a proposé que le lundi de pentecôte soit remplacé par un jour de RTT. Ça sera la seule revendication syndicale que la direction acceptera lors de ces « négociations », et pour cause, nous voilà maintenant avec 14 RTT au lieu de 15. Une aubaine. Si le gouvernement renonce à ce jour de solidarité, le lundi de pentecôte perdurera mais qu'advientra t'il de ce quinzième RTT, un souvenir ?

La CGT-Ford, le 08 avril 2009

DÉBRAYAGE À 10 HEURES AU CE CONTRE LES - 4.66 %

Les discussions et les questions sont nombreuses sur le problème de nos salaires à défendre. **Beaucoup pensent que l'augmentation proposée est largement insuffisante et qu'il y a de quoi se mobiliser.** Mais beaucoup sont inquiets qu'il y ait seulement la CGT-Ford qui appelle à l'action de ce mercredi

seulement la CGT-Ford qui appelle à l'action de ce mercredi.

La meilleure réponse, c'est d'exprimer son mécontentement, c'est de participer au rassemblement : sur le parking du CE parce que depuis 3 réunions dites de « négociations » nous entendons toujours le même discours : « Ford n'a pas les moyens ».

Pourquoi est-il important de se mobiliser ?

Ford a les moyens de payer une vraie augmentation. Elle met plus de 200 millions d'euros dans la reprise, alors il doit y en avoir une part pour les salaires.

Il y en a marre de voir les dirigeants se remplir les poches : rien que pour 2008, Mulally 13.5 millions, Fields 4.8 millions, Booth 4.7 millions ... En 2007, les dix plus grosses rémunérations à FAI équivalent à 1 313 981 euros. Soit une moyenne de 10 949 euros par mois et par personne. Même en brut, c'est pas mal. Ce sont les mêmes qui nous demandent de faire des sacrifices.

On le voit, la crise n'est pas la même pour tout le monde.

Refusons que ce soit toujours les mêmes qui trinquent.

Nos revendications sont claires : il nous faut de vraies augmentations de salaires

La direction doit donner au minimum une somme équivalente de la prime liée au volume (225 euros net par trimestre).

L'augmentation générale doit assurer un meilleur pouvoir d'achat.

Le chômage partiel doit être indemnisé à 100 %

Nous n'avons aucune raison de nous laisser faire

Nous avons montré que par l'action collective nous pouvions résister à la politique de Ford. Nous avons bousculé la direction pendant toute une période, refusant de subir les événements.

Et nous avons eu raison.

L'année dernière, par notre lutte nous avons obtenu 3.2 % et une prime (même si elle était conditionnée).

Et contrairement à ce que raconte la direction, c'est notre mobilisation qui a poussé à trouver une solution de reprise, même si c'est vrai, nous restons très inquiets pour notre avenir.

Même sans l'unité des syndicats, il peut y avoir l'unité des salariés

Chacun d'entre nous peut juger ce qui est bon pour nous dans nos revendications. Reste à savoir si nous acceptons ou pas les - 4.66 % de la direction. Reste à savoir si nous sommes prêts à nous battre pour obtenir satisfaction.

Nous sommes tous concernés, défendons-nous ensemble. Débrayage à 10 heures.

La CGT-Ford, le 07 avril 2009

POSITION DE LA CGT-FORD SUR LE PROJET DE REPRISE DE FAI PAR LA HOLDING HZ

Le processus de consultation du Comité d'Entreprise s'achève à peine deux mois après l'annonce officielle de la reprise par la holding HZ. Au début, il était prévu de prendre le temps nécessaire mais très rapidement, la direction a mis la pression pour accélérer ce

temps nécessaire mais très rapidement, la direction a mis la pression pour accélérer ce processus jusqu'à fixer un ultimatum au 31 mars. Attention dit-elle, si nous perdons quelques jours, un ou deux projets ou carrément le repreneur pourraient partir vers d'autres horizons. C'est par ce chantage à l'emploi que la direction a obtenu que l'avis soit donné ce jour.

A travers ce texte nous faisons le point sur le projet de reprise.

1 - CRITIQUES SUR LA FORME ET LE DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION :

Cette consultation s'est déroulée dans des conditions insatisfaisantes et ce pour plusieurs raisons.

Comme à son habitude, la direction FAI a manqué de transparence en donnant trop peu de documents précis sur les intentions de Ford et sur les projets industriels. Le cabinet Syndex affirme d'ailleurs qu'il n'a pas les informations nécessaires, souvent cruciales, afin de pouvoir juger de la viabilité des projets. Son travail reste donc inachevé et il ne peut pas rendre un rapport d'expertise finalisé, lequel était sensé aider les syndicats pour donner un avis éclairé.

Les réunions se sont succédées trop rapidement, ce qui n'a pas permis de discuter sérieusement de tous les aspects du projet. De nombreuses questions sont restées sans réponses. Pour certaines c'était sous prétexte que cela était confidentiel ou que le repreneur ne voulait pas y répondre. Pour d'autres, c'était parce que cela ne nous regardait pas. Du coup, sur des sujets importants nous n'avons eu que des informations partielles, parfois même, aucune information réelle.

Nous avons demandé des moyens pour informer régulièrement les salariés du contenu du projet, de l'évolution de la consultation sous la forme d'heures d'informations. Cela a été refusé. Nous avons demandé à ce que tous les acteurs de la reprise (directions de Ford Europe, HZ et Hay) participent à toutes les réunions du CE. Cela a aussi été refusé. Notre syndicat a demandé à rencontrer ces mêmes directions. Cela a été refusé.

Certes nous avons eu de nombreuses réunions, certes nous avons eu des réponses orales ou écrites à plusieurs de nos questions, certes nous avons quelques documents écrits. Mais dans l'ensemble, cette consultation a été plus une manière de respecter l'obligation légale qu'une véritable intention d'informer.

2 - CRITIQUES SUR LE PROJET DE REPRISE :

a) Le montage financier de la reprise

Nous sommes sceptiques sur le fait que ce soit une holding mal définie qui reprenne l'usine et non pas l'industriel Hay. Nous n'en connaissons pas les raisons. De plus, les liens financiers avec Hay et d'autres partenaires sont opaques. Nous craignons toujours que cette reprise soit un moyen pour Ford de partir la tête haute et qu'en réalité la fin du site soit laissée au repreneur, sous-traitant ainsi sa fermeture par étapes.

b) L'activité de la nouvelle entité

Le cabinet insiste sur le manque de visibilité sur la crédibilité financière de la reprise. Les comptes 2008 de FAI n'ont même pas été communiqués, les comptes prévisionnels pour 2010 montrent des pertes (activité des transmissions uniquement). Il n'y a aucune information sur les besoins de financement qui seront nécessaires pour soutenir l'activité. Qui va financer les projets ? Qui va emprunter s'il le faut ? Il y a trop peu d'éléments. L'équilibre financier semble très précaire. Il y a des inquiétudes particulières dès le deuxième semestre 2010 suite à l'arrêt de la transmission « 5R55S ».

Le refus de communiquer les documents économiques n'inspire pas confiance. D'après le cabinet Syndex, les risques financiers sont importants et nous sommes loin d'avoir des garanties pour l'avenir.

c) La question des emplois

Nous sommes aussi sceptiques sur la réalité de la sauvegarde de tous les emplois. Ford affirme qu'ils sont tous sauvés mais cela est loin de nous apparaître comme acquis. L'ensemble des projets repose sur trop d'hypothèses et de conditionnel.

La courbe des effectifs entre 2009 et 2013 est faussée car elle ne tient pas compte des derniers mois de crise qui pourraient bien changer la donne. Cela relève plus d'une manipulation que d'une information.

La sauvegarde des emplois repose sur le succès de projets qui ne sont pas encore lancés. Cela laisse beaucoup trop d'incertitudes. L'annonce officielle faite le 2 février par le gouvernement et les directions de Ford/HZ semble plus relever d'une stratégie de communication que d'une réalité même pour les mois qui viennent.

d) Les investissements

d) Les investissements

Nous nous posons des questions sur les investissements prévus. Les chiffres annoncés sont de 200 millions d'euros dont 140 réalisés par le repreneur. Mais il semblerait qu'ils ne soit pas acquis et qu'ils puissent être inférieurs. Combien Hay investirait ? Combien pour les autres partenaires ? Nous n'avons aucune précision.

Quelles garanties avons-nous que ces investissements se fassent réellement ? Nous n'en avons aucune.

e) Les projets apportés par HZ/Hay

Le manque d'information rend difficile le fait d'avoir une appréciation lucide des projets présentés. Malgré tout, parmi les projets apportés par HZ/Hay, nous pensons que deux sont crédibles (1 et 4). Les documents précis fournis montrent qu'il y a des perspectives sérieuses en ce qui concerne les projets 1 (TTH pour composants transmissions) et 4 (grandes couronnes pour éoliennes et autres). Pour ce dernier qui paraît le plus abouti, les investissements dans deux bâtiments inspirent confiance. Mais cela représente trop peu d'emplois (entre 160 et 200).

Les quatre autres projets apportés par HZ/Hay sont par contre beaucoup plus aléatoires. Les prévisions de production et d'effectifs nécessaires reposent sur des inconnues. Nous ne connaissons ni les pièces exactes, ni les véhicules auxquels elles sont destinées, ni les objectifs de rentabilité, ni les perspectives de développement. Il est difficile là encore de savoir quoi en penser.

Un aspect qui n'est pas forcément très clair mais inquiétant, c'est le fait que les projets pourraient être déplacés au sein de l'entité économique HZ/Hay. C'est aussi le fait que le prix de cession des pièces fabriquées n'est pas clairement défini. Cela donne à HZ la possibilité de déplacer la marge comme elle l'entend pour éventuellement affaiblir notre site en cas de besoin.

Cela souligne la précarité et l'incertitude qui existe.

f) La continuité de la transmission après Ford

L'intention de continuer la transmission que nous fabriquons pour les marchés russe et chinois est pour nous, mais aussi pour le cabinet Syndex, peu crédible. Nous entendons depuis des années que les transmissions que nous produisons sont obsolètes. Aujourd'hui, la direction affirme sa confiance dans la vente de ces transmissions pour des marchés dits émergents.

Il est possible qu'il y ait des besoins réels sur les marchés mais les délais et les moyens (développement et commercialisation) nous semblent beaucoup trop justes pour concrétiser la vente et la production d'ici 2011. Cela signifie pour nous que 600 emplois environ pour 2011, plus 150 pour 2012 sont menacés directement.

g) La production des transmissions pour Ford

La production des transmissions pour Ford jusqu'en 2011 est en chute. La crise actuelle accélère la baisse des ventes des véhicules équipés des transmissions que nous produisons. La prévision des 215 000 transmissions pour 2009 n'est déjà plus d'actualité (moins de 200 000 aujourd'hui).

Nous sommes particulièrement inquiets car cela signifie qu'un sureffectif existe dès maintenant. La direction nous prépare à des semaines de chômage partiel attendant sûrement la finalisation de la reprise pour faire les annonces.

h) Le plan de formation

Les nouveaux projets nécessitent une formation du personnel, peut être plus particulièrement les collègues de l'assemblage. Or le plan de formation est à ce jour en cours de construction. Nous n'avons aucun chiffre : ni le budget global, ni le nombre de salariés formés, ni la durée des formations. Il est urgent que ce plan de formation soit mis au point car c'est immédiatement qu'il devrait se mettre en place de manière à profiter de la disponibilité des salariés devant la baisse de la production actuelle. Les directions (Ford et HZ) devraient prendre leurs responsabilités devant les risques de chômage partiel pour les mois qui viennent.

3 - NOS DÉSACCORDS AVEC CERTAINS ASPECTS DE LA REPRISE :**a) Les salariés FAI travaillant à GFT**

La direction a commencé à convoquer les salariés pour leur faire signer le contrat GFT avant de consulter le CE. Elle impose sa solution sans discussion. Alors qu'il y avait obligatoirement d'autres choix. La structure FAI continuant d'exister pour les préretraités, il aurait dû être possible de proposer aux salariés travaillant à GFT de l'intégrer. Cela aurait eu l'avantage de permettre une souplesse et de laisser le choix aux salariés en fonction de l'évolution des besoins à GFT et à FAI. Nous comprenons d'autant moins cette précipitation qu'il est prévu, d'après la courbe des effectifs, d'embaucher à FAI jusqu'à 300 personnes à l'horizon 2013.

Aussi nous déplorons les choix de la direction qui sont juridiquement discutables.

Aussi nous dénonçons les choix de la direction qui sont juridiquement discutables.

b) L'externalisation des services supports

Le projet de reprise comprend l'externalisation de certains services. Le traitement des eaux dans l'immédiat (5 salariés) et les services supports pour septembre-octobre. D'ailleurs, suite à de récentes déclarations, nous ne connaissons pas le nombre exact de salariés concernés. Pour seule justification, la direction explique qu'il s'agit ainsi de pérenniser ces emplois.

Nous ne voyons pas en quoi l'externalisation de services utiles au fonctionnement de l'usine serait un plus. Au contraire, faire sous-traiter une partie des services peut se traduire par des disfonctionnements dans l'organisation du travail. Inévitablement cela va multiplier les statuts (différentes conventions) et ainsi diviser le personnel. Pour nous ce peut être une étape vers un démantèlement progressif de l'usine.

Plus généralement, cette démarche d'externalisation est révélatrice d'une politique qui vise à accroître la rentabilité en s'attaquant à la masse salariale. Le risque est que la pression sur les salariés augmente et au bout du compte que cela se traduise par une dégradation des conditions de travail.

Alors que Ford comme HZ ne cessent de vanter la « tradition d'excellence » de l'usine, nous pensons contradictoire de remettre en question son organisation.

c) La dénonciation des accords collectifs

Ford comme HZ promettent de ne pas remettre en cause « globalement » les conditions sociales de l'ensemble des salariés. Dans le même temps, ils annoncent la dénonciation et la renégociation des accords collectifs dès le premier jour de la nouvelle entreprise. Les déclarations sont contradictoires car d'un côté les salaires seraient maintenus mais de l'autre, la grille des salaires devrait être refondée, le contrat de la mutuelle revu et autres ...

En clair, nous doutons des intentions réelles de la direction. Donc, nous sommes méfiants.

d) Le conseil de surveillance

Ce conseil de surveillance sera constitué de HZ, de Hay et de Ford. Pour une véritable transparence, les salariés doivent pouvoir être représentés.

C'est un geste que devrait faire les futurs patrons pour établir des liens de confiance. Nous demandons aussi que les pouvoirs publics soient représentés. Ils apportent dans le projet une aide de 30 millions d'euros, ce qui à notre avis devrait leur donner un droit de contrôle sur l'utilisation de ces fonds.

De plus, l'Etat, la région, la CUB, le département se sont impliqués ces dernières années dans la recherche d'une solution pour le site. L'avenir de FAI concerne des milliers d'emplois dans la région donc cela justifie une coopération étroite entre Ford, HZ et les pouvoirs publics.

D'une manière ou d'une autre, les pouvoirs publics doivent être intégrés dans une structure de suivi pour une période à déterminer. De même pour les salariés.

4 – CONCLUSION

Le projet de reprise est complexe. Il ne s'agit pas seulement de reprendre l'activité de FAI mais aussi d'apporter de nouveaux projets industriels, de nouvelles activités, de nouveaux métiers. FAI sera dirigée par HZ mais les projets seront assurés par des partenaires industriels. Ford reste dans le Conseil de Surveillance jusqu'en 2011. Enfin le montage financier n'est ni simple ni clairement défini.

Tout cela rend l'appréciation très difficile.

Nous ne donnons pas d'avis favorable parce qu'il y a trop d'incertitudes et trop d'inquiétudes, parce qu'il y a plusieurs aspects qui nous semblent dangereux, enfin parce que nous n'avons pas confiance dans une direction qui nous a habitué aux manipulations et mensonges divers ces dernières années.

Nous ne donnons pas non plus un avis défavorable parce que cette reprise même avec ses incertitudes représente malgré tout un espoir de sauver tous les emplois.

Nous n'avons pas aujourd'hui les éléments suffisants qui nous éclaire à la fois sur la crédibilité du projet et sur les intentions réelles de Ford et de HZ. Le cabinet Syndex dit ne pas pouvoir conclure son travail et donc ne pas pouvoir rendre son rapport d'expertise. Dans ces conditions, nous nous trouvons de fait dans l'impossibilité de rendre un avis fondé.

Nous sommes mobilisés depuis février 2007 pour empêcher la fermeture du site. Nous avons multiplié les actions, les manifestations, les grèves pour dénoncer le

désengagement de Ford, pour que les pouvoirs publics interviennent, pour sensibiliser la population, tout ça pour assurer l'avenir de l'usine et des emplois.

Nous considérons que cette reprise est le résultat de la lutte des salariés, des comités de soutien, des habitants et des élus qui ont participé à empêcher une catastrophe sociale. Nous considérons aussi que cette bataille pour l'emploi n'est pas finie, que c'est une bataille de tous les jours.

Ford aurait du continuer d'investir sur le site et développer depuis plusieurs années des nouvelles productions d'avenir comme par exemple l'industrie de la voiture propre. Sachant qu'aujourd'hui, la FMC s'engage dans le domaine de la voiture électrique (partenariat Ford / Saft Bordeaux pour les batteries).

Ford doit également poursuivre le projet d'implantation du prospect 2 (reconditionnement) qui semble avoir été abandonné. En tout cas, rien ne dit qu'il y ait une volonté réelle de concrétiser ce projet qui serait pourtant nécessaire en vue de sauvegarder tous les emplois.

Ford aurait dû assumer ses responsabilités sociales à l'égard de toute la région. Au contraire, Ford a laissé s'aggraver la situation, ne dévoilant qu'au dernier moment son intention de quitter Blanquefort.

Nous avons donc toutes les raisons d'être méfiants à l'égard de cette reprise et des intentions de la direction FAI. Mais nous ne sommes pas plus fatalistes aujourd'hui que nous ne l'étions hier. Quoiqu'il arrive nous défendrons nos emplois jusqu'au bout.

La CGT-Ford, le 31 mars 2009

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU CE DU LUNDI 31 MARS

La réunion avait pour ordre du jour l'avis du CE sur la reprise globale du site.

Les élus CFTC, CFE-CGC et CFDT ont donné un avis favorable avec réserve.

Les élus CGT ont refusé de donner un avis car nous estimons ne pas avoir suffisamment d'éléments, ce que confirme le cabinet Syndex. Nous avons lu une déclaration pour expliquer ce choix.

La direction estime avoir donnée toutes les informations qu'elle pouvait et que 100% des emplois sont sauvés et cela malgré qu'aucun client ne soit trouvé à ce jour pour la continuité de la 5R55 et que certains nouveaux projets ne soient pas ficelés.

Le projet est validé, le logo Ford devrait disparaître le 1 mai 2009.
Une page se tourne... Mais la bataille pour la défense des emplois continue...

La CGT-Ford, le 31 mars 2009



Cliquez sur : [Clip de Délio, par la porte de derrière.](#)

Historique du site :

[Historique de la page d'accueil du 19.03.2009 au 31.03.2009](#)

[Historique de la page d'accueil du 29.02.2009 au 18.03.2009](#)

[Historique de la page d'accueil du 29.01.2008 au 28.02.2009](#)

[Historique de la page d'accueil du 06.12.2008 au 28.01.2009](#)

[Historique de la page d'accueil du 20.11.2008 au 06.12.2008](#)

[Historique de la page d'accueil du 18.10.2008 au 20.11.2008](#)

